

Enbata

Euskara à la hausse

HEBDOMADAIRE
POLITIQUE
BASQUE
22 mars 2012
n° 2221
1,30 €

Gauche abertzale
l'union

ISSN 0294-4596



917702941459006



Vérité, mémoire et coexistence

DEUX déclarations se sont récemment fait écho en Pays Basque. Celle de la gauche abertzale le 26 février au Palais Kursaal de Donostia et le discours du lehendakari Francisco Lopez le 8 mars au parlement de Gasteiz. Elles ont un point commun: le souci des protagonistes de définir de quoi sera fait l'avenir politique de ce pays, avec en toile de fond la question de la vérité et de la mémoire sur la période de 50 ans qui précède, marquée par ETA. Celle-ci apparaît comme centrale dans les deux déclarations où les victimes pèsent de tout leur poids.

Mais pour les deux parties en présence, les mêmes mots n'ont pas le même sens. Victimes exclusivement d'ETA pour les uns, victimes d'ETA mais aussi de la répression pour les autres, violences du terrorisme pour les uns, violences comprenant celles de l'appareil d'Etat pour les autres. Un profond malentendu demeure. La gauche abertzale a fait un grand pas en avant en évoquant «*sa peine profonde, tant pour les conséquences douloureuses suscitées par les activités armées d'ETA, que pour nos prises de positions politiques sur ce sujet, dans la mesure où elles ont pu générer pour les victimes, sans que cela soit intentionnel, douleur et sentiment d'humiliation*».

De son côté, Lopez propose la création d'un Mémorial des victimes du terrorisme, ainsi que d'un Institut de la mémoire et de la coexistence, autant de moyens institutionnels dans le but d'élaborer une histoire officielle. Le terme coexistence sonne comme un aveu de taille, celui de l'épineuse coexistence de deux peuples, de deux nations sur un même territoire. Mais Francisco Lopez ne dit les choses qu'à demi-mot et avance masqué. Il nie catégoriquement la dimension politique du combat d'ETA: «*L'origine du terrorisme que nous avons subi est ETA proprement dit*». Les mots comme les dés sont pipés. La question nationale séculaire est bafouée. «*Nous avons vaincu ETA*», lance triomphalement le lehendakari qui se lance déjà dans une commémoration exacerbée de la victoire. Il ajoute: «*Seule la démocratie peut*

renforcer ce qui nous unit et gérer raisonnablement les différences». En décodé, cela donne: «*seule l'Espagne peut renforcer ce qui nous unit et maintenir le statu quo dominant/dominé*». La suprême habileté de ce discours est d'en gommer le nationalisme —ouh, le vilain mot!— de le cacher sous les grands principes de la démocratie, de la justice, du bon sens commun, de la liberté et de l'égalité. Le tout fonctionne «*comme un mythe, comme un masque qui nie autant qu'il affirme. Il n'est pas fait seulement de ce qu'il dit ou croit dire, mais de ce qu'il exclut*», tel que le décrit l'anthropologue Claude Lévi-Strauss.

Le mur des mémoires parallèles et du ressentiment est donc bien présent et il engage l'avenir. La repentance imposée, le magma du refoulé, l'oubli partiel, le déni, l'amnésie sont délibérément à l'œuvre, comme il y a cinq siècles lorsque les monarques espagnols détruisirent volontairement les archives relatives à la conquête de la Navarre. Ou comme lorsque le sénateur socialiste Michel Charasse passa six mois à l'Elysée pour détruire les archives compromettantes des deux septennats de Mitterrand, en particulier celles relatives au GAL.

Devant tant de faux-semblants, de mensonges et de malentendus, la guerre des mémoires peut-elle laisser la place au temps de l'histoire? La coexistence est-elle librement décidée et consentie? La nature de cette coexistence pourra-t-elle demain évoluer vers le droit de choisir «*la libre détermination*» ou la souveraineté-association? Ou se heurtera-t-elle à la fameuse légalité démocratique constitutionnelle?

La question de notre vérité historique, celle d'une mémoire commune aux Basques, avec ses nécessaires commémorations, demeure centrale. Elle tombe sous le coup de la loi espagnole. Dans la situation de sujétion et de dépendance qui est la nôtre, mémoire et histoire fondent et irriguent identité, sentiment d'appartenance. Il s'agit d'un des outils de notre combat. Construction nationale et histoire nationale vont de pair. Un cessez-le-feu n'est pas la paix et la fin des tensions politiques et mémorielles n'est pas pour demain.

Euskara gogoz, elez eta legez!

BADA mende erdi bat, Iparraldean, jendarte zibilak sekulako lana egiten duela ikastolak, gela elebidunak, gau-eskolak, irratia eta gaitzeko kultur pizkunda haziz. Azken urteetan berriz kolektibitatek ere beren gain hartzen hasia dute beren lan parteak: bide seinale, komunikazio elebidun, promozio kanpaina batzuek euskara teknikarien inguruan, etab. Gaur egun, ez da dudarik jendeak orokorrean baikorkiago ikusten duela euskararen presentzia. «*Euskara gure hizkuntza da, eta mundua erraiten du gure ahotik, gure maneran. Gure unibertsaltasuna, euskara da, eta gehiago dena, hemen baizik ez da mundua euskaraz erranen...*» bezalako aurkezpenek dudarik gabe gehien-goaren adostasuna ukanen dutela.

Zenbakitan aldiz, euskararen egoera ez da hain baikorra. Azken inkesta soziolinguistikoen zenbakiak hartzen badira iparraldean euskaldunen kopurua %20-25 artean da.

Dudarik gabe, jakinean zirezte Deiadarrek, martxoaren 31n, larunbatarekin, Baionan, euskararen ezagutza ofizialaren alde eta Frantses estatuko hizkuntz historikoen aldeko hizkuntz politika ausart eta eraginkor bat abian ezartzeko egiten duela manifestaldi bat. Ofizialtasun galde hori artifizial edo utopikotzat duten herriar guzientzat, Québec-eko adibidea baliatzen ahalko da ondoko egunetan. Québec-en, Canada-ko federazioko probintzian, duela 35 urte, jendartearen %80-90a frantses hiztuna bazen ere, laneko

hizkuntza inglesa zen. Parti Québécois, burujabetzaren aldeko alderdiak, 1977an «*101 legea*» bozkatu zuen «*frantsesa Estatuaren eta Legearen hizkuntzaz gain lan, ikasketa, komunikazio, komertzio eta negozio munduetako hizkuntza normala eta usaikoa bilakatzeko*». Hori guziaz «*justizia eta idekidura ezpiritu batean*», «*Québec probintziako ingelez hiztunen eta minoria etnikoen instituzioen eta jatorrizko nazioen hizkuntzen errespetuan*». Lege horrek herritarren oinarritzko hizkuntz eskubideak finkatzen zituen: zerbitzu publikoetan eta pribatuetan frantsesez errezebitua izaiteko eskubidea, erabaki hartze batzarretan frantsesez hitzegiteko eskubidea, langileek beren lanen frantsesez egiteko eskubidea, kontsumitzaileek frantsesez informatua eta zerbitzatua izaiteko eskubidea, ikasketak frantsesez egitea maila guzietan. Legeak bazituen beste kapitulu batzuek toponimiaren eta enpresa munduaren ber-frantseseari lotuak, Québec-tar frantses hizkuntzaren erakundearen xede, podere eta antolakuntzaren definizioak. Azkenik, legearen ez errespetatzeari lotuak ziren neurri eta gaitziguak eta trantsizio neurriak ere definitzen zituen! 35 urte eta gero denek txalotzen dute zer aintzinamendu eman duen frantses hizkuntzari «*Ipar Amerikako xoko hortan*» delako 101 legeak.

Québec-tarren adibidea lagun, Martxoaren 31an, goazen denak Deiadarrekin, gure hizkuntzaren bizirik iraunarazteko premia-koa den lege babesaren aldarrikatzerat!



CETTE SEMAINE

TARTARO

S'EST ÉTONNÉ

Soirée du 8 mars mes impressions

● Pantxo Bimboire

CHER lecteur, même si votre hebdo favori s'est fait écho de l'Assemblée plénière des deux conseils, je ne résiste pas au plaisir de vous faire part de mes impressions. Beaucoup de témoignages nous ont fait chaud au cœur: celui de Max Brisson s'exprimant sur la nécessité impérieuse, après tant d'hésitations, de décider avec détermination sur les modalités de l'option territoriale de façon réfléchie, constructive et ouverte, mais aussi celui de Michel Veunac, soulignant la nécessaire suite à donner à sa participation active et celle des deux experts, en vue d'arriver à la solution et celui, sur le mode enthousiaste, de Sylviane Allaux. Je cite résolument ces témoignages et, uniquement ceux-là, de façon délibérée. Nous ne construirons pas, ni ne voulons construire (au moins en ce qui me concerne), cette collectivité territoriale sans les partis majoritaires et leurs défenseurs de bonne volonté. Par ailleurs, cette construction ne sera pas celle d'un parti, mais d'une volonté d'un territoire dans lequel chacun des habitants a toute sa place. Je ne souhaite pas, non plus, passer sous silence l'intervention claire du président de la CCI Bayonne-Pays Basque, prenant toute sa part dans ce débat et le situant dans l'historique des positions des autres présidents de CCI, ni celle du président Labazée chargé d'une mission «*sénatoriale*» auprès de la Corse, de l'Alsace et du Pays Basque (dans le cadre de cette mission, il a déclaré devoir rencontrer les deux experts de l'université de Pau). Bien entendu, on me dira bien que certains autres grands élus étaient absents. On me dira aussi que les chambres des métiers et d'agriculture ne se sont pas exprimées. Et, sans doute aussi, sommes-nous très conscients que tout reste à faire, de façon consensuelle et ouverte, mais vous aurez tous remarqué l'évolution très importante entre mon article de février et celui-ci. Nous devons tous travailler sur ce dossier et faire preuve, nous aussi, d'ouverture.

A l'occasion de l'Aberrri Eguna prochain, le territoire

Ne boudons pas ici non plus, notre plaisir, cet Aberri Eguna sera plus unitaire que les autres. Tant mieux, nous y avons mis le temps... beaucoup trop! Mais il manque le PNB. En effet, vu d'Iparalde, j'ai toujours du mal à comprendre que le jour de la Patrie, toutes les forces et toutes les émotions ne soient pas ensemble. Nous connaissons tous les représentants du PNB, ici. Qu'ont-ils à voir avec le grand capital biscayen et les positions qu'ils ont prises depuis plus d'un an vis-à-vis d'Ehlg ou de la collectivité territoriale. Concernant Iparalde, en font-elles des monstres infréquentables? Ce n'est pas ma position et ils seront, comme les autres années, les bien venus. Les Verts y seront-ils? Eux aussi sont proches de nous et nous les retrouvons sur beaucoup de combats communs. Bien entendu, nous les accueillerons avec beau-



coup de plaisir. Comme d'ailleurs beaucoup de personnes de ce territoire qui ont, avec le temps, déserté ce rassemblement, fatigués qu'ils étaient de nos querelles de plus en plus inutiles. Par ailleurs, les affiliés du PNB ont, avec les élus du Centre, planché sur une étude sur la future collectivité territoriale. Cette étude devrait être présentée au Conseil général. On me dit, par ailleurs, qu'ils font toujours cavalier seul et qu'ils adoptent une politique de pillage des bonnes idées, n'ayant que peu participé aux travaux Batera. Peut-être. Et alors? De toute façon, les partis abertzale de gauche, seuls, ne sont pas opérants. Des pans entiers de la société nous sont étrangers, notamment l'économie et son corollaire, la création de richesse (difficile de créer de l'égalité sans richesse...). Dans ces conditions, de quelle façon pouvons-nous nous présenter efficacement pour gérer localement la ville, la communauté de communes ou le canton... ou d'autres instances (chambres consulaires, syndicats professionnels, cercles divers) dans lesquels, pourtant, nos positions sont fortes, originales et, depuis quelque temps, appréciées, même par certains de nos adversaires. Co-gérer avec d'autres, sans tabou, en gardant nos convictions et en les faisant partager: ce mode de fonctionnement doit être, maintenant, la règle. Les choses évoluent et nous devons prendre part avec d'autres à la gestion du territoire. Ce ne sera, malheureusement, pas encore le thème de l'Aberrri Eguna, mais un dimanche de Pâques prochain, peut être.

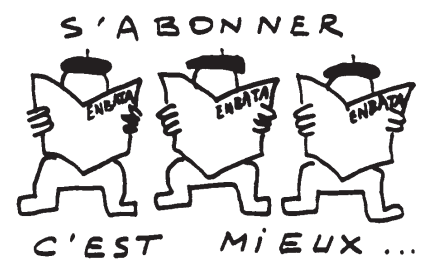
●●● qu'un classement international établi par le World economic forum place la France en 46^{ème} position sur 134 pour la parité hommes-femmes, juste devant le Kazakhstan et derrière la Russie. La France continue de se voiler la face.

●●● que la fortune de Carla Bruni soit estimée à 20 millions d'euros. Pas étonnant que Sarkozy protège les riches à coups d'exonérations ou de bouclier fiscal. Avec son mari, la première dame de France ne craint pas d'être refaite.

●●● que les métallos d'Arcelor-Mittal de Florange qui voulaient rencontrer Sarkozy dans son QG de campagne, rue de la Convention, à Paris, soient accueillis à coups de matraques et de gaz lacrymogène. Sarkozy préfère passer les métallos au laminoir.

●●● et réjouit de voir l'acteur Sergi Lopez prendre la parole au cours du meeting de lancement du Collectif pour l'indépendance de la Catalogne à Barcelone la semaine dernière. Voilà un ami qui leur veut du bien.

●●● que la Chambre des métiers ait baptisé son nouveau centre de formation «*Université des métiers*». Le préfet va-t-il poursuivre son président pour usurpation de titre comme l'un de ses prédécesseurs avait fait en traînant le président de Laborantza Ganbara en correctionnelle?





Appel à l'union

Les forces "souverainistes et indépendantistes de gauche" du Pays Basque Nord et Sud ont présenté mercredi dernier à Bayonne l'objectif partagé d'une nation basque souveraine.

BATASUNA, Aralar, Eusko Alkartasuna, Alternatiba et Abertzaleen Batasuna ont pris l'engagement de travailler ensemble de façon pérenne et profonde. C'est le message qu'ont voulu faire passer les représentants des cinq formations de la gauche abertzale au cours d'une présentation à la presse organisée à Bayonne mercredi dernier. Maribi Ugarte et Xabi Larralde pour Batasuna, Rebeka Ubera et Dani Maeztu pour Aralar, Pello Urizar et Mattin Etchepare pour EA, Oskar Matute et Josu Estarrona pour Alternatiba, Mertxe Colina et Joseba Garai pour AB, ont commenté la déclaration commune adoptée par les cinq partis (voir encart).

Stratégie de rassemblement des forces pour construire Euskal Herria autour des mots d'ordre de paix, liberté et justice sociale, recherche d'un accord politique pour l'ensemble de la gauche indépendantiste, solution définitive du conflit politique, tels sont les objectifs prioritaires des signataires de la déclaration.

"Contre les blocages politiques actuels, seule une problématique nationale commune peut permettre de choisir librement la construction sociale et politique dont la revendication est portée par une très grande partie du Pays Basque", ont déclaré les délégués. Car "le moment historique que nous vivons est favorable à un nouvel élan, porté par l'espoir de la résolution politique en Euskal Herria et par la crise systémique du capitalisme, qui nécessite de nouvelles alternatives sociales et économiques".

"Nous prenons l'engagement de travailler ensemble de façon permanente et profonde pour répondre de façon unanime à un maximum de problèmes que vit Euskal Herria", par "un accord concernant l'ensemble d'Euskal Herria pour s'adapter avec précision aux réalités d'Hego et d'Iparalde dans ses rythmes, ses modalités et son contenu", conclut la déclaration.



Déclaration nationale

ABERTZALEEN Batasuna, Alternatiba, Aralar, Batasuna et Eusko Alkartasuna réunis le 14 mars 2012 à Bayonne, voulons porter, ensemble, la déclaration suivante à la connaissance d'Euskal Herria.

● La Gauche Abertzale, Eusko Alkartasuna, Alternatiba, Aralar et Abertzaleen Batasuna, prenant la pluralité pour base fondamentale et pour objectif, voulons annoncer que nous faisons le choix d'un pari ferme et stratégique sur la mise en commun de nos forces. C'est dans l'intention d'avancer dans la voie de l'obtention d'une Euskal Herria souveraine et solidaire que nous avons décidé d'unir nos forces afin d'impulser la construction nationale et la transformation sociale de notre pays. Pour apporter des réponses et avancer dans la paix, et pour construire une Euskal Herria fondée sur la liberté et la justice sociale.

● Nous considérons de façon positive les profonds changements et la nouvelle phase politique qui ont vu le jour en Euskal Herria ces derniers mois. Nous sommes persuadés qu'est arrivé «le moment historique» favorable à la résolution du conflit politique que vit ce pays, qui donnera un nouvel élan à sa construction nationale et à sa transformation sociale.

● Mais l'avancée vers les objectifs que nous partageons est entravée à différents niveaux. D'une part par la crise systémique, notamment celle du capitalisme, montre encore une fois sa face la plus écœurante, celle d'un système qui rogne les droits individuels et collectifs et rend évidente, entre autres, la nécessité d'une nouvelle alternative socio-économique. D'autre part par l'attitude de fermeture qu'observent les États français et espagnol: par le maintien d'un système de domination multiple, d'atteintes aux droits démocratiques, de blocage institutionnel, de répression multiforme...

● Dans cette situation, les revendications exprimées sur tout le territoire d'Euskal Herria nous apparaissent d'autant plus pertinentes. Le caractère de sujet politique qui revient à notre peuple et les droits de ses habitant(e)s à choisir librement leur avenir

politique, social et économique, continuent d'être ignorés ou niés. Les défis que vit Euskal Herria se déclinent de façon différente et à des rythmes propres sur chaque territoire qui le constitue, mais tous sont partie intégrante d'une problématique nationale.

● Parmi les droits auxquels est porté atteinte, il en est un qui donne à notre peuple son caractère propre: il s'agit évidemment du droit à sa langue. Les droits linguistiques sont une composante essentielle des droits et de l'identité d'une société et des individus qui la composent. L'euskara, langue européenne, n'est pas reconnue sur l'ensemble des territoires d'Euskal Herria. L'utilisation de l'euskara n'est pas autorisée dans l'ensemble des aspects de la vie quotidienne. C'est pour cela que nous revendiquons le droit d'utiliser l'euskara en tant que langue propre à notre pays dans tous les domaines et sur tout notre territoire. Nous exigeons que l'euskara soit reconnue langue officielle sur l'ensemble d'Euskal Herria, nous affichons notre ferme volonté pour que cet objectif soit rempli et pour, de façon plus générale, promouvoir la culture basque aussi bien dans notre pays qu'au niveau international.

● Face à cette situation, nous sommes convaincus d'avoir désormais la possibilité de dépasser les désaccords et divisions de ces dernières années entre nos différents partis, et l'opportunité de créer une dynamique d'accumulation de forces durable entre indépendantistes et souverainistes de gauche.

● Pour toutes ces raisons, nous, signataires de cette déclaration, prenons l'engagement de travailler ensemble de façon permanente et profonde pour répondre de façon unanime à un maximum de problèmes que vit Euskal Herria. Pour y parvenir, notre premier objectif sera de travailler entre indépendantistes et souverainistes de gauche et dans un bref délai, à l'élaboration commune d'un Accord stratégique national sur le changement politique et social porté. Cet accord concernant l'ensemble d'Euskal Herria s'adaptera avec précision aux réalités d'Hego et d'Iparalde dans ses rythmes, ses modalités et son contenu.

2012KO MARTXOAREN 22AN

FERMIN MUGURUZA, MUSICIEN ET CINEASTE

Next Music Station

Pour découvrir, loin du contexte de stigmatisation régnant dans l'Hexagone, la carte sonore des réalités musicales du monde arabe réalisée par Fermin Muguruza



La 8^e édition des Rencontres sur les docks permettra encore une fois d'échanger et de débattre autour du cinéma indépendant, de la musique et de la danse.

Cette année, la formule proposée par le cinéma L'Atalante de Bayonne nous fera découvrir lors de la soirée de clôture (organisée en partenariat avec le Festival EHZ, le samedi 31 mars), *Next Music Station*, le documentaire de Fermin Muguruza, produit par la chaîne Al Jazeera sur la musique actuelle dans plusieurs pays du monde arabe. Voici un extrait de l'interview de Fermin parue dans Al Jazeera.

De quoi parle la série *Next Music Station* ?

Comme son nom le suggère, *Next Music Station* a pour but de faire découvrir des pays et leur population à travers leur musique.

C'est une touchante odyssée musicale à travers le Monde Arabe. De l'Océan Atlantique au Golfe, et de la Méditerranée au point de convergence du Nil Bleu et du Nil Blanc, la série explore les rythmes éclectiques et les sons de la scène musicale actuelle dans un certain nombre de pays arabes. Le voyage musical se déroule dans différentes «stations-gare» (soit des lieux, soit des styles musicaux spécifiques).



"Munduko kultura ezberdinak ezagutuz eta errespetatuz, herrien arteko harreman sistema berri bat eraikiko dugu."

La série fournit une cartographie musicale unique de la diversité et du riche héritage culturel de chaque pays, de chaque musicien et de chaque «gare» - où la tradition et l'innovation vont ensemble.

Pourquoi avez-vous décidé de faire cette série ?

La musique et le cinéma sont mes passions, et je suis moi-même un musicien qui avant de devenir cinéaste avait l'occasion de faire des tournées mondiales.

C'est alors que j'ai réalisé que la musique est une façon incroyable de rencontrer les gens et d'apprendre sur chaque culture.

Ainsi, j'avais décidé de le montrer au travers de films, en faisant des documentaires qui serviraient d'outil contre l'ignorance, car s'est seulement en connaissant et respectant les différentes cultures →



Fermin Muguruza

monde que nous allons construire un nouveau système de relations entre les pays. *Next Music Station* va essayer de contribuer à cet objectif.

Pouvez-vous nous présenter votre parcours antérieur ?

Je suis né au Pays Basque Durant la dictature militaire de Franco. Toute forme d'expression de la culture basque était interdite à cette époque et la langue basque, l'euskara, était sur le point de disparaître.

Au début des années 80, j'ai formé mon premier groupe de musique : Kortatu, très engagé politiquement et socialement, où j'ai commencé à chanter en espagnol avant de passer à l'euskara que j'avais commencé à apprendre.

J'ai enchaîné avec le groupe Negu Gorriak, puis, après 1998, j'ai démarré une carrière solo et je fais des tournées mondiales en tant que Fermin Muguruza, en chantant en basque et mixant différents styles musicaux.

J'ai aussi travaillé comme animateur radio et producteur musical pour ma propre maison d'édition et en 2005 j'ai fait mon premier documentaire sur l'enregistrement de mon album dans les studios de la Famille Marley en Jamaïque «*Fuskal Herria Jamaika Clash*».

En 2009, j'ai dirigé le documentaire "Checkpoint Rock. Chanson de Palestine" et en 2010 j'ai tourné les 11 documentaires de *Next Music Station* au Maroc, en Tunisie, en Egypte, en Syrie, au Liban, au Koweït, au Bahrain, au Yémen et au Soudan.

Pour cette série vous avez voyagé dans 9 pays Arabes. Qu'avez-vous appris sur le monde arabe à travers ce projet ?

Tout d'abord j'essaie toujours de voyager à travers le monde en laissant de côté les préjugés que les "armes de désinformation de masse" créent sur tout. Je dois quand même reconnaître que l'hospitalité a été le seul cliché qui s'est avéré complètement exact !

Après avoir visité ces 9 pays et rencontré plus de 80 musiciens, je ne peux parler du monde arabe comme étant quelque chose d'uniforme. C'est clair qu'il y a des caractéristiques communes, mais chaque pays a sa forte personnalité.

Je suis très reconnaissant à tous ces gens qui m'ont ouvert leur cœur et qui m'ont permis de connaître un peu plus sur leur vie et leur pays.

J'ai essayé d'être très honnête quand j'ai travaillé sur ce projet. C'est pourquoi que je peux maintenant dire que la série offre un vibrant portrait à une partie du monde auquel durant trop longtemps et encore maintenant des clichés négatifs sont associés.

La diversité et le riche héritage culturel de chaque station vont montrer une nouvelle image du monde arabe inconnue du grand public. Il faudra se préparer à découvrir un monde arabe que la plupart des spectateurs n'aura jamais vu auparavant.

La série a été tournée avant les révolutions dans le monde arabe. Aviez-vous noté que quelque chose se préparait dans des pays comme la Tunisie, l'Égypte et le Yémen ?

Un nouveau réveil arabe se jouait dans la région, jetant aux oubliettes des régimes politiques moribonds et en mettant en place un autre pouvoir. Cette série était tournée avant les révolutions, mais elle montre que même si la scène politique reste peu changée durant tant d'année, que la fibre artistique dans la région continue de fleurir !

La série montre le type d'atmosphère qui régnait avant les "révolutions". La façon de sentir la musique et de procéder à la création artistique donne de nombreux indices, traces et options à lire entre les lignes pour entrevoir le soulèvement qui était en train de venir.



PS : Next Music Station est une carte sonore des réalités musicales du monde arabe réalisé par Fermin Muguruza. Next station Lebanon nous invite à un voyage musical au Liban pour découvrir une mosaïque de sons et de voix, bercée de musique traditionnelle et d'influences plus contemporaines (pop, rock, rap), entre Orient et Occident. La soirée de clôture des Rencontres, le 31 mars, se terminera avec un concert de Malika Lynn, jeune rappeuse libanaise et figure de la scène underground à Beyrouth.



La soirée de clôture des Rencontres, le 31 mars, se terminera avec un concert de Malika Lynn, jeune rappeuse libanaise et figure de la scène underground à Beyrouth

Hizkuntza eta demokrazia (1/2)

Hiritarra

Frantziako politikaren munduan iduri du beti elgarrekin doazela kontzeptu batzuek eta banaturik beste batzuek.

Adibidez, ezkerrentzat modernitatea, naziortekotasunaren globalitatean dago eta tradizioak edo tokiko nortasunak atzerakoiak eta eskuindar gisa ikusten (edo aurkezten) dituzte.

Arras zaila egiten zaie ezkertiari Jakobinoei, abertzale eta ezkerreko izatearen ulertzea bera.

Tokiko nortasunak, hizkuntzak, kulturak... toleratzen dituzte, baina ezinezkoa zaie horiek ezker aldean kokatzea.

Egia errateko, jarrera horrek duen kolonialismo izaera, ez dute ikusi nahi. Frantses identitatea (hizkuntza, kultura, nortasuna...) aldarrikatzeak ez die arazorik pausatzen. Are gehiago, historian zehar Frantziaren konkistak, Afrikan adibidez, modernitatea, zibilizazioa (demokrazia!!) eta halako kontzeptuak hedatzearen aitzakian egin izan dituzte (eskuinak beste kontzeptu batzuek baliatzen zituelarik, adibidez).

Zertaz ari ote naizen galdetuko diozue zuen buruari... Ni ere funtsean!

Adibide baten hartzeko, azken urte honetako Afrikako iraultzetara itzuli nahi nuke. Ez analisi edo azterketaren egiteko, baizik eta Tunisiako hauteskundearen biharamunak eragin zidan inpresio bitxi batetara.

France Inter irratian, urriaren 24an, Tunisiako bozen analisia egiten ari zirelarik, kazetariak beren harridura adierazten zuten, Ennahda garaile gisa emana baitzen. Esperantza guziak piztu zituen udaberri Arabiarrek ezingo zuela demokratikoa izan, islamistek beren ikuspegia inposatuko baitzuten azkenean; esperantzak zapuztuz beraz.

Egia erran inpresioa bera ukan nuen: non geldituko dira emazteen eskubideak? Adierazpen askatasuna? Beste askatasunak?...

Bertako eragile desberdin anitz entzun zitekeen eta kazetariak saiatzaren ziren aztertzen zergatik gertatu zen hori.

Eta hara non inpresio bitxia: irrati frantziar batentzat ulergaitza zena, euskaldun batek agian uler dezakeela...

(Bigarren zatia datorren astean!)

MARIA SOLAETXE GRAJERA

Bzero Marketing enpresan ELAko delegatua



Greba orokorra

Langileak, merkantziak ez garela eta eskubideak ditugula ulertarazteko!

Gure enpresak arreta zerbitzuak eskein-tzen ditu beste enpresa batzuei (Eroski, ta zenbait aldizkari) ta gure lan hitzarmena estatala da, Contact Center edo Telemarketing delakoa, honek dakarren prekariotasunarekin: 800€tako soldatak, kontratu gehienak mugatuak dira nahiz eta urte asko eraman enpresan, lanaldi partzialak, kaleraketa askorekin, lan egutegirik gabe, subrogaziorik gabe, malgutasun handia enpresaren barruan, etab.

Lana bizitzeko da eta langileek eskubideak dituzte

Sektore honetan gehiengo zabala emakumeak gara. Baldintza hauetan delegatuen lana oso gogorra izaten da, emakume askok oraindik ere pentsatzen dutelako beren soldata bere gizon edota senarrarena borobiltzen duela, ta hor dago gure erronka handiena... langileei ulertaraztea gure lana bizitzeko dela batetik eta bestetik gu ere langileak garela gure eskubide guztiek.

Langileok ez dugu krisi hau sortu

Horregaitik ezinbestekoa da 29 an kaleira irtetzea, greba egiteko arrazoi asko daude, baina bakar bat ere, ez joateko.

Langileok bizi dugun eraso bortitzena da Lan eta Negoziazio Kolektiboaren Erreforma hau, baina ez da lehena ezta azkena izango ere.

Eta eraso guzti hauen kontra mobilizazioak ta kaleak hartzea da bidea.

Langileok ez dugu krisi hau sortu, kapitala izan da sortu duena, baina gu gara, langileok gara, murrizketak ta gure eskubideen kontrako erreforma guzti hauek pairatzen ditugunak.

Greba, langileen tresnarik eraginkorrena

Patronalak langile diziplinatuak nahi ditu ta ez diegu utzi behar, ez da agian joango naitzela esateko garaia, edo soldata osoa behar dudala esateko garaia, denok behar dugu gure soldata baina ez gure eskubideen kontra lortuta, ez buruak makurtuta.

Alternatibak badaude

Greba langileok dugun tresnarik eraginkorrena da eta patronalak jakin badaki, bestela nola uler daiteke gure grebarako eskubidea murriztu nahi izatea?

Borrokak pena merezi du, ulertarazi behar diegu ez garela merkantziak, langileok eskubideak ditugula, tinko mantenduko garela ta alternatibak badaudela.

Gutxiengo batentzat gobernatzea, aski da!

Gure erantzunkizuna bada ere, ezin kexatu ezer ere egiten ez badugu geurea dena defendatzeko. Langileok biztanleriaren gehiengoa osa-tzen dugu, ez da posible gutxiengo batentzat gobernatzea, erreforma hau patronalaren neurrira bait dago eginda.

Gehiengoa ikus dezaten, kaleak hartu

Eta gehiengo hau ikus dezaten kaleak hartu behar ditugu. Mota guztietako langileok batuta: zerbitzu publikoetakoak, zerbitzu pribatuaren aritzen garenak, kontratu mugatuak ta mugagabeak ditugunak, lanaldi partzialak ta arruntak ditugunak... denok batuta erasoaren kontra.

Ni martxoaren 29an kalean izango naiz, goiz goizetik piketeetan ta kaleak betetzen... ta zu non egongo zara? Kalean nirekin ta gurekin edo enpresan makurtuta? Anima zaitze zure eskubideak kalean aldarrikatzen. Tinko geurean!!!



"Telemarketing borrokan. Hemen lan, hemen negoziatu", maiatzaren leheneko manifestaldian.

Grève Générale au Pays Basque Sud

Questions-réponses pour sensibiliser les sceptiques - Partie 1

En temps de crise, perdre un jour de travail, affaiblir l'économie, n'est-ce pas se tirer une balle dans la jambe ?

Ce sont plutôt les mesures prises par le gouvernement en place dans l'Etat espagnol qui sont un tir dans la jambe.

Les restrictions budgétaires, les ajustements, la réforme du droit du travail, l'austérité, ... tout cela entraîne plus de chômage et donc plus de pauvreté.

Pour mettre fin à cela et pour trouver une solution collective, il faut occuper les rues, comme cela s'est passé en Islande.

Dans ce pays, les mobilisations de rue étaient loin d'être des "balles dans la jambe", mais plutôt des "bombonnes d'oxygène" !

Qu'ont permis les grèves générales jusqu'à maintenant, sachant que toutes les réformes des conservateurs ont été appliquées ?

Les grèves et mobilisations sont des pas concrets dans un cheminement plus global.

Ces pas permettent à tous ceux qui sont contre le modèle dominant de se rassembler, se renforcer et se donner espoir, en rendant le changement plus tangible car la demande de changement apparaît plus grande et de façon publique.

Jusqu'à quand ?

Jusqu'à-ce que la majorité se retrouve mobilisée dans la rue en condition de changer la donne.

En Argentine, de 1991 à 2011 les mobilisations et grèves étaient nombreuses, mais comme ici il n'y avait pas suffisamment de personnes mobilisées.

Ces marches étaient appelées des "vaches maigres".

Elles représentaient une voie... et jusqu'à quand ?

Jusqu'à ce qu'en 2001 toute la population se mobilise dans les rues.

C'est alors que la pression populaire a permis un changement de gouvernement et la prise de la décision de ne pas rembourser la dette.



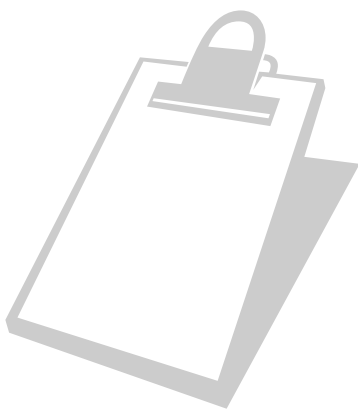
Certains vont dire que la grève nuit plus aux citoyens, aux artisans ou PME... qu'au grand patronat qui porte la responsabilité de la crise...

La Grève Générale se décide et se met en place pour amener les décideurs à mettre en place des politiques en faveur du peuple. Plus qu'elle ne gêne les citoyens et les petites entreprises (qui dans la pratique souffrent surtout à cause de l'impossibilité d'avoir accès au crédit bancaire), la grève leur apporte de l'oxygène et la force nécessaire.

(A suivre...)



Publications de la Fondation



Alda!ren bloga :
www.mrafundazioa-alda.org

2012ko lan erreforma	
"Botere osoa ugazabari"	
Nola erantzungo dugu?	
<i>Manu Robles-Arangiz Institutua</i>	
m29 · GREBA OROKORRA	
<ul style="list-style-type: none"> • Greba orokorra beharrezkoa da <ul style="list-style-type: none"> • Lan erreforma hiltzaile honi EZ esateko • Krisiari beste era batera aurre egin diezakegula esateko • Sarraski honen ondorioak benetazko arduradunek ordain ditzaten • Lan eta gizarte alternatibak proposatzeko • Gune sozial eta sindikal alternatiboa indartzen joateko • Borroka erreferentzia indartzeko 	

www.mrafundazioa.org/eu/mediateka/aurkezpenak/botere-osoa-ugazabari

120. Zenbakia
2012ko martxo

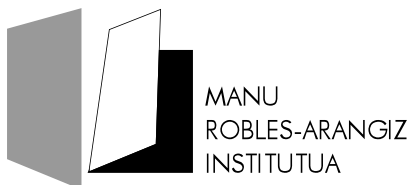
Egoeraren Azterketa

Egoera sozial eta ekonomikoaren azterketa

Berrito alderaldia etorri den honetan, etorkizunarako perspektibak
Inoizko langabeziarik handienetakoa
Prestaziorik kobratzen ez duten langabeen kopurua % 135 igo da, krisia hasi zenetik
Munduko ekonomia-egoera eta perspektibak 2012rako
Lan eta negoziazio kolektiboaren erreformaren balorazioa

EIA
EUSKAL SINDIATUA

www.mrafundazioa.org/eu/dokumentazio-zentrua/egoera-azterketa/egoeraren-azterketa-120



Fondation Manu Robles-Arangiz Institutua
20, Cordeliers karrkia
64100 BAIONA
☎ + 33 (0)5 59 59 33 23
www.mrafundazioa.org

Zuzendaria
Dani Gomez
Ipar Euskal Herriko arduraduna
Txetx Etcheverry
Alda!ren koordinatzailea
Xabier Harlouchet

L'euskara à la hausse

32% des habitants de la Communauté autonome basque (Araba, Bizkaia, Gipuzkoa) sont bilingues euskara-espagnol, 17% comprennent la langue basque.

51% ne maîtrisent que le castillan. En cinq ans, le bilinguisme a gagné deux points, de 30% à 32%, mais seulement 2,6% durant les dix dernières années. C'est ce que dit la cinquième enquête socio-linguistique commanditée par Eusko jaurlaritza depuis 1991.

CERTAINS aimeraient la voir disparaître. Mais la langue basque résiste. Mieux, elle progresse dans la Communauté autonome. Modérément certes, mais elle progresse. C'est la cinquième enquête socio-linguistique effectuée depuis 1991 qui le dit. Étrangement, seuls les résultats concernant les trois provinces de la Communauté autonome ont été rendus publics. Les données de l'enquête pour la Navarre et Iparralde ne seront communiquées que dans deux mois. Pour justifier ce retard, devant la presse, Blanca Urgell, ministre de la Culture de jaurlaritza, Lurdes Auzmendi, responsable de la politique linguistique, et Ivan Igartua, directeur des enquêtes linguistiques, se sont défendus de toute arrière-pensée politique. Le report des résultats complets serait dû à des différences méthodologiques dans le traitement des données.

Connaissance de l'euskara

Le pourcentage des citoyens de la Communauté autonome capables de s'exprimer en euskara a cru de 11% en vingt ans. Le nombre des locuteurs bilingues de la CAV a ainsi augmenté de 181.000 en vingt ans. Il y a actuellement 600.050 euskaldun dans les trois provinces. Mais cette augmentation n'a pas été linéaire: de 1991 à 2001 le nombre des bilingues s'est élevé de 8 points, mais seulement de 3 points les dix années suivantes. Le ralentissement est donc manifeste. Parallèlement le nombre des citoyens unilingues castillan a baissé de 59,2% à 51,5% en vingt ans.

La photographie diffère fortement d'une province à l'autre. 49,9% des Gipuzkoans sont bilingues et un tiers (33,7%) ne parlent que le castillan. En Biscaye, les pourcentages sont nettement plus défavorables à l'euskara: seul un quart des bizkaitar (25,4%) sait l'euskara et 56,8% ne parlent que l'espagnol. Sans surprise, en Araba les deux tiers des habitants ne maîtrisent que le castillan (66,4%), seuls 16,8% sont bilingues. Le nombre des bascophones au cours des cinq dernières années a ainsi augmenté de 2,5 points en Biscaye et Alava, mais de moins d'un point en Gipuzkoa.

L'enquête du gouvernement autonome distingue quatre zones. Dans la première, moins de 20% des citoyens savent le basque, dans la deuxième de 20 à 50%, dans la troisième de 50 à 80%, dans la quatrième, enfin, plus de 80%. La maîtrise de l'euskara a progressé dans les trois premières zones et stagné dans la quatrième.

Pratique de l'euskara

En Araba, Bizkaia et Gipuzkoa, le nombre de ceux qui utilisent la langue basque a diminué en vingt ans, notamment chez les moins de 35 ans qui sont les bascophones les plus nombreux. En 1991, 57,2% des bilingues de 25 à 34 ans utilisaient l'euskara. Ils ne sont plus que 50,2% en 2011. Scolarité oblige, la baisse chez les 16-24 ans, n'est que de trois points en vingt ans. À l'autre extrémité du spectre, huit personnes de plus de 65 ans sur dix utilisent régulièrement l'euskara (82,7%).

Si on ne prend en compte que les plus de 16 ans, les données sont différentes. Même si la pratique de l'euskara reste déficitaire chez les jeunes, l'enquête montre que l'utilisation du

“Le pourcentage des citoyens de la Communauté autonome basque capables de s'exprimer en euskara a cru de 11% en 20 ans.”

“Il y a actuellement 600.050 euskaldun en Araba, Bizkaia et Gipuzkoa.”

à 15 ans. Lorsque les deux parents parlent basque, la transmission familiale atteint 97% (86% des enfants reçoivent uniquement l'euskara et 10% les deux langues). Dans le cas où seul l'un des deux parents parle basque, 71,3% des enfants bénéficient de la transmission de l'euskara à la maison, la plupart en même temps que de celle de l'espagnol. Un tiers d'entre eux n'a pas bénéficié de la transmission du basque en famille. Néanmoins, la quasi totalité des enfants des foyers où un seul des parents parle basque deviennent bilingues grâce à leur scolarisation en euskara.

L'enquête socio-linguistique s'est également intéressé à l'attitude des parents face à la transmission de l'euskara. Chez les plus de 16 ans, 12% sont opposés à la transmission de l'euskara contre 14% en 1991. Un léger mieux donc.



basque dans l'ensemble de la population a augmenté de 1,5 point en cinq ans. Explication: les citoyens de plus de 35 ans sont nettement majoritaires dans les trois provinces et c'est précisément chez eux que la pratique régulière de l'euskara a augmenté. Mais seuls deux sur dix utilisent autant l'euskara que l'espagnol. Situation préoccupante, 37,5% des bilingues n'utilisent jamais ou très rarement l'euskara.

L'utilisation de l'euskara s'observe dans les administrations municipales (24,7%), les services de santé (20%). Mais son utilisation en famille (18%) stagne et la moitié de ceux qui parlent basque ne l'utilisent pas chez eux.

Transmission

La transmission familiale de l'euskara dépend étroitement de la connaissance linguistique des parents. Pour mesurer la transmission, l'enquête a interrogé les parents des enfants de 2

Les données concernant la Navarre et surtout les trois provinces d'Iparralde seront, sans aucun doute, d'un autre tonneau. Preuve que lorsque une langue minorisée bénéficie d'un statut officiel, même en co-officialité avec une langue dominante, elle a davantage de chances de survivre.

Mais la situation d'ensemble de l'euskara reste préoccupante, notamment son utilisation quotidienne sur le lieu de travail et les relations sociales. La quasi stagnation de la transmission et la régression de son utilisation dans la vie de tous les jours, ces dernières années, montrent que son avenir est encore incertain. Faute d'une politique linguistique publique incitative forte et d'une prise de conscience citoyenne sur la nécessité d'utiliser l'euskara dans tous les moments de la vie sociale, il est à craindre que la stagnation ou le dépérissement ne soient pas enrayerés dans les années à venir.



Batera

La mobilisation du 3 mars organisée par Batera a été un succès. Batera adresse ses remerciements à tout le réseau des militant(e)s et sympathisant(e)s qui se mobilise depuis des années pour faire avancer les quatre revendications de la plateforme.

La mobilisation du 3 mars organisée par Batera a été un succès. Près de 1.200 personnes se sont mobilisées ce jour-là sur le bord des routes. Plus de 12.000 tracts et plaquettes ont été distribués aux personnes transitant par les barrages. À part quelques inévitables râleurs, partout l'accueil a été favorable et les gens intéressés par l'information donnée.

Sur tous les barrages, mélange des générations et des courants d'opinion, ambiance joyeuse et combative. On peut dire sans fanfaronnerie que les objectifs de cette mobilisation ont été atteints. Malgré les amalgames imbéciles de certains quelques jours avant, les barrages ont eu lieu partout comme prévu, dans une parfaite organisation qui ont montré sérieux et détermination. Un important travail de socialisation en direction de la population a pu

être réalisé et l'idée des blocages politiques est bien passée (le titre de *Sud Ouest* était: blocus contre blocages). Tout cela a pu être réalisé grâce à l'implication de tout le réseau des militant(e)s de Batera qui n'ont pas ménagé leurs efforts pour que tout soit prêt dans le moindre détail. Un grand bravo à tou(te)s!

Dans la longue marche pour la reconnaissance territoriale du Pays Basque Nord et particulièrement dans l'histoire de la dynamique Batera commencée en 2002, cette mobilisation restera comme un nouveau jalon important après les manifestations de masse de 2003, la création d'Ehlg, la collecte de signatures et l'organisation de la consultation de 2010.

Les lignes continuent à bouger et le travail de la plate-forme Batera durant toutes ces années y est pour quelque chose. Le large débat mené

au sein du Conseil de développement et des élus ainsi que le travail d'expertise réalisé ont permis de placer au centre du débat la création d'une collectivité territoriale pour le Pays Basque. Plusieurs responsables politiques de premier plan ont évolué dans leur position. À part le sous-préfet et une partie des élus socialistes, la plupart considèrent que la structure du «Pays» est dépassée. L'option syndicat mixte ou pôle métropolitain semble définitivement enterrée. D'ici à fin juin, le travail de réflexion et de définition du nouveau cadre, et notamment des compétences d'une collectivité territoriale et de sa place dans l'architecture institutionnelle actuelle, va se poursuivre. Le Conseil de développement va émettre un avis le 5 avril prochain et le Conseil des élus devrait se prononcer fin juin. Nous serons très attentifs à toute cette dynamique.

Nous donnons d'ores et déjà rendez-vous à tous les militant(e)s de Batera pour une grande assemblée générale début juillet où nous ferons le bilan de la période écoulée, l'analyse de la nouvelle situation et où nous définirons notre ligne d'action pour les mois à venir. Laster arte eta denei milesker handi bat!

Le groupe-moteur de Batera

Heriotze

Jean Espilondo

Le Bidartar Jean Espilondo s'est éteint à l'âge de 85 ans. Jean Espilondo fait partie de cette génération qui a ravivé la flamme de la culture et de la danse basques, en retrouvant ses racines, et celle de l'abertzalisme en participant au développement économique, social et politique du Pays Basque et en luttant pour la défense de l'environnement, de la côte en particulier.

«Si à l'école on te demande ce que veut dire ton nom, Espilondo, tu répondras: «je suis Basque» lui avait expliqué son père. Bien que parisien de naissance, dès ce moment, il a cherché ce que pouvait inclure «être basque», et cela a guidé sa vie.

Son engagement pour la danse basque fut sa première passion, d'abord à Paris au sein du groupe Errepika auprès de Luis Alberro. Il y rencontra ses amis, Gobé, Xavier Labadie et Filipe Oyhamburu.

Son engagement abertzale et de gauche s'est noué à Paris au fil des rencontres avec des Basques du Nord comme du Sud, entre autres à la délégation du gouvernement basque à Paris où il côtoya le lehendakari Aguirre. Ses valeurs de gauche, il les acquit au fil de ses lectures et avec ses amis troskystes.

En 1946, il prit part à la diffusion du Projet d'Autonomie du Pays Basque rédigé par son ami Marc Légasse et présenté à l'Assemblée constituante par le député basque Jean Etcheverry.

Il se maria en 1952 à Biriadou avec Gisèle Lallanne Amigorena, du groupe Oldarra, qui devint sa complice dans l'enseignement des danses basques à Paris, Marseille, Latresne



et enfin à Bidart d'où elle était originaire. Ingénieur de formation, il décida de revenir au Pays Basque en 1976 et créa à Saint-Jean-de-Luz avec Txillardegui et Jacques Lafitte, une entreprise d'engineering. Jean était fier d'avoir participé à l'essor de Sokoa, symbole de réussite économique des Basques pour vivre au pays, notamment en étant l'architecte de son premier atelier d'usine.

La culture basque lui doit des articles d'onomastique et le recueil de données sur la danse basque, notamment sur les Jauzi (Muxiko) de 1946 à 59 qu'il publie, avec Thierry Truffaut, dans la revue *Ekaina* dont il est un des co-fondateurs.

Son engagement politique abertzale fut constant dès son retour en Euskal Herria: du groupe Izan à AB, en passant par Herriarki pour lequel il se présenta aux municipales de Saint-Jean-de-Luz avec le PS en 1983, avant de se présenter aux municipales chez lui à Bidart en 1989.

Le travail du «collectif abertzale» Izan, né en 1979 et dont il fut le secrétaire, lui paraissait

indispensable; il donnera naissance à Hemen-Herrikoa, à Herriarki, aux Assises de la langue et culture basques, à Ereileak l'association des artistes basques, à l'association des élus pour un département Pays Basque et au jumelage populaire Bayonne-Pampelune. Constatant que la culture basque avait complètement disparu de Bidart, il créa en 1977 le groupe de danse Xinkako et ranima le carnaval de Bidart. Jean Espilondo assura la présidence du Comité de défense d'Ibarritz-Mouriscot en 1976, combattit le projet du maire de Biarritz, Bernard Marie, de construire 8.000 lits sur Ibarritz, participant ainsi à la chute de la municipalité biarrote. Il gagna en Conseil d'Etat en septembre 1999 le procès intenté par l'association contre le projet de La Roseraie II soutenu par le maire de Bidart Georges Ilhé. Il fait là aussi partie d'une génération qui a permis à la Côte basque de ne pas devenir la Côte d'Azur. Président de la première ikastola de Bidart, il montera Bidarten Hobeki, la première liste abertzale à Bidart, dont il est la tête de liste, qui obtiendra 9% des suffrages en 1989. Puis en 1991 Bidarte Zain, groupe d'opposition politique et son journal, qu'il voudra ouvert à toutes les sensibilités politiques.

En 2004, il publie la monographie Bidart-Bidarte qui comprend notamment ses articles sur l'histoire de Bidart et sur les noms de maisons et de quartiers.

Homme discret et volontaire, droit et généreux, Jean Espilondo a transmis à ses enfants le goût de l'engagement. Il était le père de notre collaborateur de longue date et ami Pierre Espilondo, élu abertzale de Bidart. *Enbata* s'associe à la peine de Pierre et de Maite. Doluminak.



Présidentielles

Dans le cadre de la campagne pour l'élection présidentielle (1^{er} tour 22 avril), Enbata interpelle, avec le même questionnaire, les familles politiques représentatives en Iparralde ayant un candidat.

Nous publions cette semaine les réponses de Monique De Marco, chef de file des élus EELV au Conseil régional d'Aquitaine, porte-parole d'Eva Joly.



Monique De Marco

ENBATA: Êtes-vous, vous et votre candidate présidentielle, favorables à la ratification par la France de la Charte européenne des langues minoritaires qu'elle a signée mais qu'elle refuse de ratifier et qui implique une modification de l'article II de la Constitution?

Monique De Marco: Oui je suis favorable à la ratification de la Charte européenne mais on sait depuis longtemps que cela nécessite une modification de la Constitution. D'ailleurs Guy Carcassonne, constitutionnaliste et qui avait conseillé Lionel Jospin sur ce sujet en 1999, a dit il y a quelques jours à Bayonne, que la ratification ne serait possible qu'à la condition de modifier la Constitution. Donc il faudra d'abord passer par la révision constitutionnelle. Eva Joly et EELV ont une position claire sur ce sujet, position qui est aussi celle de nos partenaires de RPS.

Enb.: La réforme territoriale votée en 2010 doit entrer en vigueur en 2014. La loi portant cette réforme supprime le "Pays" qui était l'entité porteuse des dispositions spécifiques pour le Pays Basque. Vous-même et votre candidate présidentielle, êtes-vous en faveur de l'abrogation de cette loi et de la création d'une collectivité territoriale spécifique pour le Pays Basque?

M. D. M.: Bien entendu nous sommes pour

l'abrogation de la loi et pour une régionalisation en profondeur. Nous sommes fédéralistes. Des compétences et des moyens pour les régions voilà ce que nous demandons. Concernant le Pays Basque il est évident que la création d'une collectivité territoriale spécifique est pour nous un des éléments de notre positionnement en faveur de ce que nous appelons le fédéralisme différencié. Eva Joly a dit tout cela dès le mois de septembre aux journées d'été de RPS. Si les Basques veulent cette collectivité il n'y a aucune raison de ne pas la créer.

Enb.: Le Pays Basque est à cheval sur une frontière et vit donc le transfrontalier au quotidien. Pour vous et votre candidate, où doivent se traiter les politiques transfrontalières concernant le Pays Basque, notamment les actions en faveur de la langue basque? Une Euro-région vous apparaît-elle pertinente?

M. D. M.: Pour l'instant l'Office public de la langue basque fait un important travail de terrain en centralisant des moyens à la fois locaux, départementaux, aquitains et hexagonaux, mais on sait qu'il faut aller plus loin. Dans le droit fil de notre vision fédérale de l'Europe, il apparaît évident que les régions transfrontalières devront pouvoir choisir des moyens pour travailler de façon plus autonome sur les sujets qu'elles ont en commun. La langue en est un et pas des moindres. Les

relations avec Euskadi pour la politique linguistique tombent sous le sens et de la même façon il faudrait travailler avec la Navarre, et pourquoi pas au sein d'une Eurorégion?

Enb.: De nombreux élus locaux, les associations de défense de l'environnement, des élus consulaires et de très nombreux citoyens refusent une LGV à travers le Pays Basque et demandent l'amélioration de la ligne existante. Quelle est votre position et celle de votre candidate présidentielle?

M. D. M.: Nous avons toujours demandé la rénovation et la modernisation de la voie existante. Nous avons été de toutes les manifestations en faveur de cette solution. Nous sommes opposés à la LGV au Pays Basque mais aussi dans la traversée des Landes et sur le tronçon Bordeaux-Toulouse. De toute façon cette LGV a du plomb dans l'aile. Si certains voulaient faire passer le projet en parlant «d'enterrement de la ligne» aujourd'hui nous ne sommes pas loin de l'enterrement du projet! Le travail associatif a payé, le travail politique aussi, et le reste a été fait par la crise qui a permis de faire comprendre un peu plus vite que cette LGV était hors de prix. Enfin les LGV c'est une conception centraliste des transports et du développement que notre candidate ne partage pas; pas plus que nous localement.

Presoekin elkartasunez

CELA fait déjà un peu plus d'un an que le processus de paix s'est étendu à tout le Pays Basque. Suite à la cessation définitive par l'ETA de toutes ses activités armées, plusieurs partis politiques et associations se sont progressivement engagés dans cette nouvelle voie. On ne peut pas, bien sûr, oublier les prisonniers politiques basques, car eux aussi ont totalement adhéré à ce processus de paix. Certes, nous sommes tous conscients que

pour arriver à une véritable paix, il faut que les deux parties concernées y participent vraiment. Pour le moment les gouvernements français et espagnol ne donnent pas de signe public important de leur engagement. Le 29 mars, des parlementaires européens apporteront leur soutien au processus de paix engagé en Pays Basque. Espérons que les deux gouvernements aussi se décideront à y participer prochainement. Nous savons que le chemin sera long. Les

prisonniers, leurs familles et leurs proches sont les premiers à vivre difficilement cette évidence.

Cette année encore, à la veille de Pâques et de l'Aberri Eguna, réunis autour de l'abbé Mikel Epalza, nous avons tenu à leur manifester notre solidarité totale, en organisant pour la 19^{ème} année consécutive, la soirée «Presoekin Elkartasunez», le 30 mars prochain, à 19h dans une salle du Collège Saint-Michel à Cambo. Au cours de cette soirée de réflexion, de chants et de prières, accompagnés de nos musiciens habituels, nous lirons les lettres et les poèmes que les prisonniers nous auront envoyés.

Ce rassemblement se terminera autour d'un buffet partagé dans la joie.

Gexan Alfaro



Martxoaren 31a

● Jakes Bortayrou

SEIGARREN aldikotz 23 urtez Deiadar mobilizazio bat iraganen da Ipar Euskal Herrian, datorren martxoaren 31n hain zuzen. Euskararen alde antolatutako izan diren mobilizazio ugariaren artean Deiadar manifestaldiak bereziak izan dira, jendet-suenak izateaz gain, euskalgintzaren ibilal-di luzean mugariak izan baitira.

Azen hamarkadetako euskararen aldeko borrokan lau etapa atxeman daitezke. Lehe-na hizkuntzaren gibelapen eta zokoratze egoera larri bati buru egiteko, herritarrek tres-nak sortu zituzten (ikastolak, gau eskolak, hedabideak...). Tresna horiek sorturik, las-ter iritsi zen bigarren etapa, hots tresna horien bizi arazteko diru publikoa aldarrikatu eta lort-zea. Ondoren, hirugarren etaparen instituzioen aldetik tresna horien ezagupen ofiziala eta jendartean garapena segurtatzeko fasea hasi zen. Azkenik, bizi dugun laugarren etapa, hizkuntza politika publikoa lortzeko edota hobetzeko borrokarena. Hizkuntzaren lege-zko ezagupena eta babesas aspaldidanik al-darrikatuak izanik ere, leku zentrala hartzen dute fase honetan. Alabainan mundu eta his-torian zehar ez da ezagutzen hizkuntzarik lege babesik gabe (eta podere politiko baten sustengurik gabe) bizirik iraun duenik eta are gehiago egoera minorizatu batetik atera eta berreskuratua izan denik.

1989ko lehen ediziotik helburu orokorrak eta taktikoak uztartuak izan ziren Deiadarren aldarrikapenetan: kultur eskubideak, zuzen-tasuna euskaldunentzat, ofizialtasuna eta hizkuntza politikaren aldarrikapenarekin batera, euskal kultur erakunde baten eskaera, Seaskarekiko negoziaketan laguntzea, hiz-kuntza kontseilu baten sorrera, lege-kuadroa

eta beste izan ziren euskaltzaleak karrikara ateratzeko helburu eta motibazioaren iturria. Halere hirugarren ediziotik (98an) hizkun-tzaren beraren beharretan zentratu ziren mobilizazioak. Euskal kulturaren arazoak parte batez kontutan hartzen hasi ziren alde batetik eta bestalde hizkuntza kulturaren azpi atal gisa ikustetik problematika orokor eta transbertsala izaitera pasatu zen.

2000garren urteko edizioa bihurgune estra-tegiko batean kokatu zen. Orduko, eurokar-ta berresteko bidea erabat moztua zuen Kontseilu konstituzionalak eta Parisetik deus gutti etorriko zelakoan, euskaltzaleek herri-ko hautetsi bakoitzari zuzendu zioten deia-darra: hizkuntzaren geroa gure eskuetan da. Ondoko urteetan buru belarri aritu zen eus-kalgintza: jendarteko sektore berriak impli-katzeko (Bai Euskarari engaiamenduak) bai eta Herriko Etxeetan euskarari sarbidea emaitako ere (43 Herriko Etxek Konfedera-zioko hitzarmena izenpetu zuten). Estrategia emankorra izan zen baldintza berriak sortu baitzituen eta aldaketa politikoak eragin ere (EEP-ren sorrera kontestu honetan etorri zen). Legezatzearren gaia ahantzia izan ez bazen ere, agendako lehen lerroa itzuli zen 2007an Sarkozyren promesarekin eta 2008an Konstituzioaren 75-1 artikularekin. Frantses Estatuko lurralde desberdinetako mugimenduak elkarrekin lanean hasi ziren lege baten mamia definitzeko eta parlamen-tariei buruz lobby lana egiteko. Alta, 2009ko manifestaldiak (Baionarekin batera Carcas-sonen ere izan baitzen mobilizazioa) go-bernuak gibelka egin eta hitza jan zuelako berriarekin iritsi ziren.

Geroztik sua ez da itzali. Legebiltzarrean



... Lehen ediziotik helburu orokorrak eta taktikoak uztartuak izan ziren Deiadarren aldarrikapenetan

nahiz Senatuan etengabe pausatu dira hitz emandako legeari buruzko galderak. Parla-mentari batzuek lege proposamena landu zuten eta lurralde desberdinetako herri mugi-menduek beren arteko koordinazioa atxiki dute, nahiz eta toki batetik bestera egoera, herri kontzientzia eta aldarrikapen maila desberdinak izan. Aurreko edizioek bezala 2012ko martxoaren 31ko Deiadar horrek bere berezitasunak izanen ditu. Lehen aldia da hainbeste mobilizazioak gertatuko direla modu koordinatuan frantses Estatuko lurral-de desberdinetan (ikus www.languesregionales.org). Bigarrenik, frantses hauteskunde garai nagusian kokatzen da bete betean eta nahitara (deialdia duela urte bat adostu zen). Ondorioz sekulan baino indar biziagorekin aipagai saihestezina bihurtu dira lurralde hiz-kuntzak eta nahiz eta politikari batzuen aho-tan afruskeriak entzun, lege-kuadroaz gain, eurokartaren berrestea eta konstituzio alda-keta berriz ere aipatzen ditu irabazteko auke-ra handia duen alderdi batek. Azkenik Euskal Herrian hizkuntzaren ezagupena instituzi-onalizazioaren eztabaidarekin uztarturik agertzen da. Garapen eta Hautetsien kont-seiluek antolatu gobernantzari buruzko lan taldeetan hizkuntza politikaren kompeten-zia eta besteak beste irakaskuntza garat-zeko esperimentazioaren beharra adostuak izan dira. Aurrekoetan bezala hitzordu na-gusia dugu euskaltzale guzietan Deiadarra entzun arazteko Baionako karriketari!

Notre couverture: Les délégués des cinq partis de la gauche abertzale à la conférence de presse de mercredi dernier.

Sur votre agenda

Martxoa:

- **Jeudi 22, 20h, UZTARITZE** (salle Lapurdi). Assemblée générale ordinaire de l'association Ustaritz Défendre l'Environnement (UDE).
- **Samedi 24, 11h, BAIONA** (place Lacarre). Baionan Kantuz. Hommage à Dominika Etxart "Larraki" d'Aussurucq décédé le week-end dernier.
- **Samedi 24, 17h, MIARRITZE** (EKI). EKI euskal-denda, avenue de Verdun, fête ses 30 ans.
- **Larunbata 24a, ar. 7etan, HENDAIA**

(Mendi Zolan). Poesia emanaldia.

● **Vendredi 30, samedi 31 et dimanche 1^{er} avril, GOTAIN IRABARNE, ALOZE**. Xiru, festival de musique et création en Pays Basque.

● **Vendredi 30 et samedi 31, IZPURA** (salle Faustin Bentaberry). Spectacle "Le siphon" de la Cie Le Petit Théâtre de Pain.

● **Samedi 30 (10h30-22h) et dimanche 1^{er} avril (10h30-19h), MIARRITZE** (Casino municipal). La Puce des Arts, 12^{ème} édition. Exposition collective d'art contemporain en présence des artistes.

Heureuse libération

Arrêtée le 13 décembre à Saint-Jean-Pied de-Port, Intza Oxandabarats a été libérée le vendredi 16 mars à... minuit! Sa famille heureusement, attendait la jeune femme, aujourd'hui enceinte de 8 mois. Julen Mujika, arrêté en même temps qu'elle, reste incarcéré.

Sommaire

- **CAHIER N°1 ENBATA**
Appel à l'union 4
L'euskara à la hausse 5
- **CAHIER N°2 «ALDA»** quatre pages de 5 à 8

■ **Enbata**, hebdomadaire politique basque, 3 rue des Cordeliers, 64100 Bayonne. Tél.: 05 59 46 11 16 – Mail: enbata@wanadoo.fr

Abonnement d'un an: 60€

Responsable de la publication: Jakes Abeberry. **Dessins:** Etxebeltz.

Imprimerie du Labourd, ZI Saint-Etienne à Bayonne.

Commission paritaire n°0312 C 87190